

FÉDÉRATION FO PUBLIC ET SANTÉ

Les hospitaliers attendent du concret !

Les hospitaliers attendent du concret !

La Ministre des affaires sociales et de la santé a informé les organisations syndicales de la fonction publique hospitalière de l'installation prochaine d'une «mission pacte de confiance avec les personnels hospitaliers». Préalablement à sa mise en place, Mme Touraine convie les fédérations syndicales à une réunion d'échange le mercredi 5 septembre 2012.

Déjà cet été, Mme Touraine indiquait sa volonté de lancer des concertations sur un «pacte de confiance» pour l'hôpital, qui examine notamment les conditions de travail, et l'évolution des carrières.

La Fédération FO l'a sollicitée le 23 août dernier par courrier, afin d'appréhender les contours et les conditions de cette concertation :

- Comment se déroulera-t-elle, entretiens bilatéraux et/ou réunions multilatérales ?
- Qui sera formellement concerté ?
- Quels thèmes seront abordés ?
- A-t-elle vocation à déboucher sur une négociation ?
- Quel est le calendrier ?

Par ailleurs, FO s'interroge sur ce que recouvre le terme de «pacte de confiance».

Force Ouvrière ne manquera pas de formuler toutes ces questions le 5 septembre prochain.

Mais au-delà de ces interrogations, FO réaffirme que la situation des établissements, et des personnels est excessivement dégradée. Elle nécessite des mesures concrètes, précises et ambitieuses qui ne sauraient s'inscrire dans une politique d'austérité.

A différentes reprises, Force Ouvrière a eu l'occasion d'exposer à la Ministre les difficultés auxquelles notre secteur d'activité (et notamment les établissements de la fonction publique hospitalière) est confronté. Nous lui avons formulé nos positions, revendications, et propositions concernant notamment :

- les personnels, leurs salaires, leurs carrières, leurs conditions de travail et d'exercice professionnel,
- les moyens, les effectifs, les qualifications, les budgets,
- le service public, l'offre publique de soins,
- la loi HPST et ses conséquences néfastes notamment pour l'hôpital public.

En outre, FO exprime sa ferme opposition aux recommandations formulées par l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) et l'IGF (inspection générale des finances) dans un rapport commun. Ce dernier préconise 12,5 milliards d'économies sur les établissements de soins entre 2013 et 2017 en supprimant notamment 13 000 postes par an dans les hôpitaux publics et 3 500 dans les cliniques.

FO réaffirmera à la Ministre que le dialogue social, la concertation et la négociation doivent permettre la prise en compte des attentes, revendications et propositions que notre organisation porte au nom des personnels.

Le secrétariat fédéral.

Paris, le 29 août 2012.

Communiqué du 29/08/2012



<http://fovinatier.free.fr/>